



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 16 JANVIER 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	82	78

Objet de la
délibération:
**Extension du
périmètre
communautaire -
Composition du
Bureau
communautaire**

L'an deux mille quatorze le seize janvier à dix sept heures trente, le *Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1^{ER} Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérald, COLOMBANI Anne-Marie, AILLAUD Andrée, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, BRONNER Nadine, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, DESPREZ Danielle, GEORGES Fabien, GERMAN Sylvia, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GUIOL Marie-Christine, JAHAN Béatrice, KRUPA Mireille, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MIGLIOLI Jean-Bernard, MILESI Jean-Marc, PELASSY Michèle, PEIRON Jean, PERON Pascal, PESCE Thierry, PLOUARD Stéphane, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SAUTTER Edouard, SENES Sylvain, SPERANZA Anny, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, BUKALA-MERCIER Béatrice, BECQUET Evelyne, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine.

REPRÉSENTANTS :

Xavier GUERRINI pouvoir à Jean PEIRON, Gilbert GALLIANO pouvoir à Gilles TUMMINO, Pierre-Yves COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Nadine BRONNER, Abel GELER pouvoir à Jutta AUGUIN, Claude GIBOIN pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Jacques MICHEL pouvoir à Claude ALEMAGNA, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard UGHETTO pouvoir à Raymond GRAS

ABSENTS :

ARNEODO Jean-Louis, MANCHIA Jean-Luc, PREMOSELLI Christine, STRAMBIO Richard

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Jean PEIRON

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 23.1.14

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 23.1.14

A la suite de l'intégration des communes de Saint-Antonin-du-Var, Salernes et Sillans la Cascade, au sein de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, il s'avère nécessaire de modifier la composition du Bureau communautaire afin qu'elles y soient représentées.

Le Bureau communautaire est actuellement composé du Président, de 16 vice-présidents et de 2 autres membres, conseillers communautaires de la ville centre. Chaque commune dispose ainsi d'un siège, hormis Draguignan qui en compte 4.

Il est proposé, en conséquence, de porter la composition du Bureau communautaire de 19 à 22 sièges pour permettre au trois nouvelles communes d'y être représentées.

Cette nouvelle disposition entraîne la modification de l'article 6 du règlement intérieur qui est désormais rédigé comme suit :

- « La composition du Bureau est fixée par délibération du Conseil communautaire. Par application de la délibération en date du 16 janvier 2014, il est composé du Président, de 16 vice-présidents et de 5 autres membres, conseillers communautaires. Chaque commune dispose au minimum d'un membre, Draguignan en compte 4. »

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 16 janvier 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.